



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 28 septembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 146 BIENS VACANTS ET SANS MAITRE
INCORPORATION DANS LE DOMAINE PRIVE DE LA COMMUNE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 septembre 2021, s'est réuni le mardi 28 septembre 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :
Valérie COPIN, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-François LAPORTE
(Prend part aux délibérations N°141 à N°160)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Christophe MOREL
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS SANS PROCURATION :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210928-2021-146-DE
Date de réception préfecture : 29/09/2021

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Monsieur Christophe MOREL à Monsieur le Maire
Monsieur Franck BARBEY à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-François LAPORTE à Monsieur François ROUSTAN
Madame Magali CONESA à Madame Mélia Nora ADDAD
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 29 juin 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

- | | |
|-------------------|---|
| 2021 - 141 | SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL
DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
ILOT MEDIATHEQUE SUD
CESSION A LA SPL DES EMPRISES FONCIERES APPARTENANT A LA VILLE |
| 2021 - 143 | SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE PAR LA SPL
CONTRACTUALISATION D'UN EMPRUNT BANCAIRE DE 1,5 MILLION D'EUROS
AUPRES DE LA CAISSE D'EPARGNE
GARANTIE D'EMPRUNT A HAUTEUR DE 80 % DE LA VILLE DE GRASSE |
| 2021 - 176 | DEVELOPPEMENT DURABLE
MISE EN PLACE DU DISPOSITIF « INTRACTING » POUR LE FINANCEMENT
DES TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DANS LES ECOLES |
| 2021 - 179 | MUSEE INTERNATIONAL DE LA PARFUMERIE
ACCEPTATION D'UN DON MANUEL |

DU 28 SEPTEMBRE 2021

**BIENS VACANTS ET SANS MAITRE
INCORPORATION DANS LE DOMAINE PRIVE DE LA COMMUNE**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

En application de l'article L1123-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la commune procède à l'incorporation dans son domaine privé de biens immobiliers dont la succession est ouverte depuis plus de trente ans et pour laquelle aucun successible ne s'est présenté.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE		

Monsieur le Maire expose :

Vu l'article 713 du Code Civil,

Vu l'article L1123-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Considérant que l'article L1123-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques confère aux communes la possibilité d'appréhender de plein droit les biens immobiliers dont la succession est ouverte depuis plus de trente ans et pour laquelle aucun successible ne s'est présenté,

Considérant que ce même article précise que ces biens qui n'ont pas de maître appartiennent de plein droit à la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés,

Considérant que les biens ci-après désignés entrent dans le champ d'application de ces dispositions :

- Premièrement, une propriété sise au 19 avenue Guy de Maupassant consistant en :
 - o Une parcelle cadastrée Section BN n° 19 d'une contenance cadastrale de 427 m²
 - o Un appartement en rez-de-jardin constituant le lot n° 1 de la copropriété Les Lauriers constitutive de la parcelle cadastrée Section BN n° 20
- Deuxièmement, les locaux en rez-de-chaussée de l'immeuble sis 8 bis rue des Sœurs cadastré section BH n° 81,

Considérant que les services fiscaux attestent que les taxes foncières émises chaque année sont apurées par admissions en non-valeur en raison de leur irrécouvrabilité.

Considérant qu'au regard de ce qui précède, ces biens sont présumés sans maître et qu'ils peuvent, en application de l'article L1123-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, être intégrés dans les biens du domaine privé de la commune.

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie le 9 septembre 2021,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210928-2021-146-DE
Date de réception en préfecture 29/09/2021

Je vous demande de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** de la situation des biens présumés sans maître :
 - Premièrement, une propriété sise au 19 avenue Guy de Maupassant consistant en :
 - Une parcelle cadastrée Section BN n° 19 d'une contenance cadastrale de 427 m²
 - Un appartement en rez-de-jardin formant le lot n° 1 de la copropriété constitutive de la parcelle cadastrée Section BN n° 20 ;
 - Deuxièmement, les locaux en rez-de-chaussée de l'immeuble sis 8 bis rue des Sœurs cadastré Section BH n° 81 ;
- **DECIDER** de les incorporer dans le domaine privé de la commune ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer pour le compte de la commune tous documents à intervenir dans le cadre de cette procédure et notamment l'enregistrement au service de la publicité foncière et du cadastre pour rendre opposable aux tiers ces biens incorporés au domaine privé de la commune.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **29 SEP. 2021**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



ll